

Chapitre 11. Scénarios alternatifs pour la BRH

Introduction

Le diagnostic établi dans la deuxième partie de cet ouvrage et approfondi dans le Chapitre 10 a mis en évidence les incompatibilités structurelles qui enferment la Banque de la République d'Haïti (BRH) dans une logique d'arbitrages impossibles entre stabilité monétaire, financement public et soutien au développement économique. Ces contradictions, loin de résulter de défaillances techniques ponctuelles, s'inscrivent dans la fragilité constitutive de l'État haïtien, marqué par une faible mobilisation fiscale, une dollarisation partielle, une forte informalité et une dépendance externe persistante. Dès lors, la question centrale qui se pose est celle des alternatives : comment repenser la politique monétaire de manière à dépasser, ou du moins atténuer, ces incompatibilités afin d'ouvrir des marges de manœuvre pour le développement ?

Ce chapitre se propose d'explorer différents scénarios alternatifs pour la BRH, en s'appuyant à la fois sur les enseignements de l'expérience haïtienne (2020–2025) et sur des références comparatives dans des contextes de fragilité ou de transition. Il ne s'agit pas de présenter des solutions idéales, mais d'identifier des options stratégiques susceptibles de réorienter la politique monétaire vers des finalités plus inclusives et plus productives, tout en préservant une stabilité minimale.

Le premier scénario consiste à repenser les priorités de la BRH. Plutôt que de viser exclusivement la stabilité des prix et du taux de change, il s'agit d'intégrer explicitement des objectifs de soutien au crédit productif, de financement des secteurs

stratégiques (agriculture, énergie, infrastructures) et d'inclusion financière. Une telle réorientation suppose une adaptation institutionnelle qui confère à la banque centrale un mandat élargi, à l'instar de certaines expériences latino-américaines où la politique monétaire est articulée avec des stratégies de développement (Ocampo, 2017).

Un deuxième scénario repose sur l'innovation instrumentale. Les bons BRH et les interventions de change, bien qu'utiles pour la stabilisation à court terme, ont montré leurs limites. La BRH pourrait explorer des instruments ciblés, tels que le refinancement sélectif des banques pour le Crédit Agricole, la création de fonds de garantie pour les PME, ou encore l'usage d'outils numériques pour élargir l'accès aux services financiers. Dans un contexte d'informalité massive, la diversification des canaux de transmission est essentielle pour toucher les acteurs économiques qui échappent au système bancaire traditionnel (BRH, 2024; World Bank, 2023).

Un troisième scénario implique une redéfinition du rapport aux institutions financières internationales. Si l'appui du FMI est indispensable pour préserver une crédibilité externe, il peut être négocié dans une logique plus flexible, permettant des marges d'investissement public et productif. Des pays fragiles comparables ont obtenu des ajustements de programmes en intégrant des objectifs sociaux ou productifs dans les conditionnalités (Gupta, et al., 2007). Pour Haïti, cela suppose une capacité de négociation accrue et une stratégie de coalition régionale au sein de la Caraïbe.

Enfin, un scénario alternatif consisterait à transformer la gouvernance monétaire en l'inscrivant dans une logique plus inclusive et territorialisée. La BRH, aujourd'hui perçue comme une institution technocratique et centralisée, pourrait associer

davantage les acteurs économiques, sociaux et territoriaux à la définition des priorités. Cette démocratisation de la gouvernance renforcerait la légitimité interne de la politique monétaire, en la rapprochant des besoins concrets des producteurs et des ménages (Providence, 2025).

Ce chapitre n'entend pas proposer une solution unique, mais explorer des scénarios alternatifs pour sortir la politique monétaire haïtienne de la logique défensive qui la caractérise. En envisageant la redéfinition des objectifs, la diversification des instruments, la renégociation des rapports avec les bailleurs et la démocratisation de la gouvernance, il s'agit d'ouvrir des perspectives pour une politique monétaire ajustée et orientée vers le développement. La suite de ce chapitre détaillera ces scénarios en mettant en évidence leurs conditions de faisabilité, leurs avantages potentiels et leurs limites.

1. Adapter les instruments à l'économie informelle et au dualisme monétaire

La spécificité de l'économie haïtienne réside dans la combinaison de deux traits structurels : la prépondérance de l'informalité, qui englobe plus de 60 % des activités productives et commerciales, et le dualisme monétaire, marqué par l'usage simultané de la gourde et du dollar américain dans les transactions. Ces caractéristiques façonnent profondément l'efficacité des instruments de politique monétaire et expliquent pourquoi les outils classiques – taux directeurs, réserves obligatoires, bons BRH — produisent des effets limités ou contre-productifs. Adapter la politique monétaire à cette réalité constitue l'un des défis majeurs pour la BRH si elle souhaite dépasser la logique défensive et s'orienter vers une stratégie de développement.

1.1. L’informalité comme facteur de court-circuitage monétaire

L’une des caractéristiques fondamentales de l’économie haïtienne est l’ampleur de l’informalité, estimée à plus de 60 % du PIB et impliquant près de 80 % de la population active (World Bank, 2023). Cette informalité, loin de n’être qu’un simple déficit de formalisation, constitue un véritable facteur de court-circuitage des mécanismes de transmission monétaire. Elle réduit considérablement l’efficacité des instruments utilisés par la Banque de la République d’Haïti (BRH), en rendant la circulation monétaire partiellement autonome par rapport aux circuits financiers institutionnels.

En effet, dans une économie fortement informelle, une grande partie des transactions échappe aux circuits bancaires et se déroule en espèces. Cette réalité limite la portée des décisions de politique monétaire telles que la fixation des taux directeurs, l’émission de bons BRH ou encore le relèvement des réserves obligatoires (BRH, 2020–2025). Si ces instruments affectent le coût du crédit et la liquidité dans le secteur bancaire formel, ils n’ont que peu d’effet sur les activités marchandes et de services qui dominent l’informalité, où les flux monétaires fonctionnent en dehors du système bancaire.

L’informalité agit également comme un canal de dollarisation diffuse. Nombre de transactions dans le commerce de détail, les loyers ou les services se font directement en dollars américains, réduisant ainsi la demande de gourdes comme instrument d’échange. Ce phénomène contribue à court-circuiter les mécanismes de stabilisation monétaire, car les variations des taux directeurs ou des réserves obligatoires ne peuvent influencer directement des transactions libellées et réglées en devises (FMI, 2023). L’informalité renforce ainsi l’effet de substitution

monétaire et fragilise la capacité de la BRH à maintenir la stabilité de la gourde.

En outre, l’informalité est indissociable d’une logique de survie économique. Dans un contexte marqué par la pauvreté, l’insécurité et l’absence de protection sociale, les ménages et les petites unités productives privilégient des pratiques monétaires rapides, souples et peu coûteuses, échappant volontairement aux contraintes du système bancaire formel. Cette dynamique explique pourquoi les politiques de stérilisation monétaire — conçues pour réduire l’inflation et stabiliser le change — n’atteignent pas les acteurs informels, qui continuent de fonctionner selon des logiques propres, parfois en contradiction avec les objectifs macroéconomiques.

Ainsi, l’informalité constitue non seulement un symptôme de la fragilité économique et institutionnelle, mais aussi un moteur autonome de court-circuitage monétaire. Elle affaiblit les canaux traditionnels de transmission de la politique monétaire et alimente un système parallèle de circulation de liquidités, qui échappe en grande partie au contrôle de la BRH. Ce phénomène illustre concrètement la logique du triangle d’incompatibilité (Providence, 2022) : la stabilité monétaire ne peut être consolidée tant que l’informalité, en réduisant l’efficacité des instruments monétaires, empêche la conciliation entre financement public et développement productif.

L’informalité, loin d’être un simple problème de régulation ou de fiscalité, constitue un obstacle central à l’efficacité de la politique monétaire en Haïti. En court-circuitant les canaux formels de transmission et en renforçant la dollarisation, elle réduit la capacité de la BRH à atteindre ses objectifs de stabilité. Cette réalité confirme que, dans un État fragile, l’informalité est un facteur structurant de l’incompatibilité des choix publics.

1.2. Le dualisme monétaire et la dollarisation partielle

Un autre trait structurant de l'économie haïtienne est l'existence d'un dualisme monétaire, marqué par une dollarisation partielle qui fragilise la capacité de la Banque de la République d'Haïti (BRH) à conduire une politique monétaire efficace. Ce dualisme se traduit par une coexistence instable entre la gourde, monnaie nationale à pouvoir libératoire légal, et le dollar américain, utilisé comme monnaie de référence dans de larges pans de l'économie. Loin d'être marginale, cette situation constitue un facteur décisif de vulnérabilité monétaire et de court-circuitage des instruments traditionnels.

La dollarisation partielle s'exprime d'abord dans le fonctionnement du système bancaire et financier. Les dépôts bancaires, les crédits et même les contrats de long terme (baux commerciaux, transactions immobilières, conventions d'approvisionnement) sont libellés en dollars, réduisant la demande structurelle de gourdes (BRH, 2020–2025). Cette dualité restreint l'efficacité des taux directeurs et des réserves obligatoires fixées par la BRH, car une part importante de la liquidité échappe à son contrôle. En pratique, les décisions de politique monétaire n'agissent que sur le compartiment en gourdes, laissant intacte la dynamique en devises (FMI, 2023).

Le dualisme monétaire se manifeste aussi dans la vie économique quotidienne. Si la gourde reste utilisée pour les petites transactions locales, le dollar s'impose comme instrument de réserve de valeur et de référence pour les prix de biens durables, des loyers urbains et de nombreux services. Cette coexistence nourrit une segmentation des marchés : la gourde circule dans les échanges de faible intensité, tandis que le dollar domine les transactions stratégiques, consolidant ainsi une hiérarchie implicite entre les deux monnaies.

Ce phénomène produit une série de contradictions macroéconomiques. D'une part, la dollarisation partielle protège certains agents contre la volatilité de la gourde et limite la fuite des capitaux. D'autre part, elle prive la BRH de l'un de ses leviers fondamentaux : la maîtrise de la masse monétaire nationale. La fixation des prix en dollars renforce la transmission de l'inflation importée et accroît la vulnérabilité de l'économie aux chocs extérieurs (World Bank, 2024). En outre, cette situation alimente un cercle vicieux : plus la gourde est perçue comme instable, plus les acteurs économiques privilégient le dollar, réduisant encore sa demande et fragilisant son rôle de monnaie nationale.

Ce dualisme monétaire illustre concrètement la logique du triangle d'incompatibilité (Providence, 2022). En contexte de dollarisation partielle, la stabilité monétaire est difficile à maintenir sans compromettre soit le financement public, soit la relance économique. En effet, toute injection de liquidité en gourdes accroît immédiatement la demande en dollars, tandis que toute contraction monétaire accentue la récession. La dollarisation rend donc encore plus manifeste l'impossibilité de concilier simultanément stabilité, financement et développement dans un État fragile.

La dollarisation partielle, en instaurant un dualisme monétaire, réduit l'efficacité de la BRH et transforme la politique monétaire en un exercice de gestion défensive. En fragmentant l'économie entre un secteur dollarisé et un secteur en gourdes, elle prive l'État de la maîtrise de son levier monétaire, renforçant ainsi la dépendance externe et confirmant la pertinence empirique de la théorie de l'incompatibilité des choix publics.

1.3. Vers des instruments monétaires adaptés

L'ampleur de l'informalité et le dualisme monétaire qui caractérisent l'économie haïtienne révèlent les limites des

instruments monétaires classiques et soulignent la nécessité d'élaborer des dispositifs spécifiquement adaptés aux réalités locales. L'usage traditionnel des taux directeurs, des réserves obligatoires, des bons BRH ou encore des interventions de change se heurte à des contraintes structurelles : faible bancarisation, dollarisation partielle et domination des circuits informels. Dans ce contexte, la BRH est contrainte d'imaginer une panoplie d'outils plus souples, capables de tenir compte de la fragmentation du système monétaire.

Premièrement, il apparaît indispensable de développer des instruments différenciés. Alors que les mesures classiques affectent principalement les banques commerciales et les entreprises intégrées au secteur formel, elles n'ont qu'un effet marginal sur la majorité de la population active, qui évolue dans l'économie informelle. Des mécanismes de microfinance ou de crédit ciblé pour les petites unités productives pourraient jouer un rôle d'intermédiation alternative, permettant de canaliser la liquidité vers l'économie réelle sans renforcer l'intermédiation stérile constatée dans le secteur bancaire traditionnel.

Deuxièmement, l'introduction d'instruments hybrides reliant la monnaie nationale à la demande de devises pourrait limiter l'effet de court-circuitage induit par la dollarisation. L'expérience de certains pays de la Caraïbe montre que la mise en place de comptes en monnaie nationale indexés ou de dispositifs de couverture de change (hedging) facilite la confiance dans la monnaie locale tout en réduisant l'incitation à la substitution monétaire (FMI, 2023). De tels mécanismes, adaptés au cas haïtien, pourraient consolider l'usage de la gourde comme unité de compte et réduire la vulnérabilité externe.

Troisièmement, la politique monétaire devrait être territorialisée, c'est-à-dire ajustée aux spécificités régionales et sectorielles.

L'économie haïtienne étant marquée par une grande hétérogénéité territoriale, des instruments uniformes appliqués à l'échelle nationale ne peuvent répondre aux besoins différenciés des zones urbaines et rurales. Des dispositifs de crédit rural garanti, associés à des investissements dans les infrastructures agricoles, contribueraient à renforcer la sécurité alimentaire et à réduire la dépendance aux importations (World Bank, 2024).

Enfin, l'adaptation des instruments monétaires suppose une coordination accrue avec la politique budgétaire et une reconnaissance explicite du rôle de la BRH dans le développement économique. Comme le souligne Providence (2022), la logique du triangle d'incompatibilité ne peut être dépassée qu'en réinventant les outils monétaires et budgétaires dans une perspective intégrée. La BRH, au lieu de se limiter à la défense nominale de la gourde, pourrait devenir une actrice centrale de la souveraineté monétaire ajustée, capable de concilier stabilité et soutien à la production.

La nécessité d'adapter les instruments monétaires au contexte haïtien découle directement des contraintes de l'informalité et de la dollarisation. Les outils classiques, conçus pour des économies formalisées et intégrées aux marchés financiers, se révèlent largement inefficaces en Haïti. L'avenir de la politique monétaire réside dans des instruments différenciés, hybrides et territorialisés, conçus pour répondre aux spécificités locales et pour reconnecter la monnaie nationale avec l'économie réelle.

1.4. Confirmation de la logique d'adaptation

L'examen de la politique monétaire haïtienne entre 2020 et 2025 confirme avec force la nécessité d'une logique d'adaptation, tant les instruments traditionnels se sont révélés inadéquats dans un contexte dominé par l'informalité, la dollarisation partielle et la fragilité institutionnelle. L'incapacité de la Banque de la

République d'Haïti (BRH) à atteindre ses objectifs de stabilité et de soutien à l'économie réelle par les moyens classiques démontre que la politique monétaire, dans un État fragile, ne peut se contenter de reproduire des modèles importés des économies développées. Elle doit être reconfigurée en fonction des contraintes structurelles locales et des besoins socio-économiques de la population.

En effet, l'usage traditionnel des taux directeurs, des réserves obligatoires et des bons BRH a eu pour effet principal d'assécher la liquidité dans le secteur formel, tout en laissant intact le fonctionnement autonome des circuits informels (BRH, 2020–2025). Ce décalage confirme que les instruments conçus pour des économies bancarisées et intégrées ne sont pas transposables sans ajustements majeurs dans une économie largement informelle (Providence, 2025).

De plus, la dollarisation partielle a imposé de fait une dualité dans la circulation monétaire, rendant inefficace toute tentative de contrôle global de la masse monétaire. La BRH n'a de prise que sur le compartiment en gourdes, tandis qu'une partie substantielle des transactions, des dépôts et des crédits s'effectue directement en dollars (FMI, 2023). Cette situation renforce l'idée que la politique monétaire haïtienne doit se doter d'instruments hybrides, capables de gérer la coexistence des deux monnaies, plutôt que de se limiter à des dispositifs agissant sur un seul segment du marché.

Cette logique d'adaptation est également confirmée par l'expérience des crises multiples de la période : pandémie de Covid-19, flambée des prix mondiaux, crises sociales et sécuritaires. À chaque fois, les instruments classiques ont montré leur inefficacité, obligeant la BRH à recourir à des solutions ad hoc, souvent temporaires, comme les interventions massives de

change ou l'ajustement ponctuel des subventions énergétiques (World Bank, 2024; ICG, 2023). Ces réponses illustrent que, faute d'outils adaptés, la politique monétaire reste enfermée dans une logique réactive et défensive.

Enfin, la confirmation de cette logique d'adaptation s'inscrit dans la perspective du triangle d'incompatibilité (Providence, 2022). Dans un contexte où la stabilité monétaire, le financement public et la relance économique ne peuvent être atteints simultanément, la seule voie de sortie consiste à transformer la politique monétaire en outil de compromis, orienté non vers la stricte conformité aux standards internationaux, mais vers la satisfaction graduelle des besoins internes. Cela implique de concevoir des instruments spécifiques à l'économie haïtienne, capable de réduire les effets de l'informalité et de la dollarisation, tout en soutenant la production et l'inclusion financière.

La période 2020–2025 valide empiriquement la nécessité d'une logique d'adaptation de la politique monétaire en Haïti. Les instruments traditionnels, inopérants face aux réalités locales, appellent à une réinvention de la boîte à outils monétaire. Cette adaptation n'est pas seulement technique : elle est la condition d'une politique monétaire capable de dépasser la logique défensive pour devenir un levier de développement.

L'économie haïtienne, marquée par l'informalité et la dollarisation, impose une adaptation radicale des instruments de politique monétaire. Tant que la BRH persiste à utiliser exclusivement des outils orthodoxes inadaptés à son contexte, elle restera enfermée dans une logique défensive de stabilisation fragile. En revanche, l'innovation institutionnelle, l'inclusion financière numérique, le crédit productif ciblé et la coordination monétaire-fiscale peuvent ouvrir des marges de manœuvre nouvelles. Cette orientation constitue l'une des conditions

essentielles pour dépasser les incompatibilités mises en évidence et inscrire la politique monétaire dans une trajectoire de développement.

2. Intégration de la dimension productive et territoriale

Une des principales limites de la politique monétaire conduite par la Banque de la République d'Haïti (BRH) entre 2020 et 2025 réside dans son découplage avec l'économie réelle et son manque d'ancrage territorial. Les instruments mobilisés — essentiellement des mesures de stérilisation (bons BRH, réserves obligatoires) et des interventions sur le marché des changes — ont visé la stabilisation nominale sans prendre en considération les structures productives, les disparités régionales, ni les besoins spécifiques des acteurs économiques. Une refondation de la politique monétaire implique d'intégrer pleinement les dimensions productive et territoriale, afin de la transformer en un levier de développement inclusif.

2.1. La dimension productive : de la stabilité nominale au soutien stratégique

La politique monétaire haïtienne entre 2020 et 2025 a été largement centrée sur la stabilité nominale, c'est-à-dire la défense de la gourde et la maîtrise de l'inflation, au détriment de son rôle potentiel de levier pour le soutien stratégique à la production nationale. Or, dans un pays caractérisé par une faible base industrielle, une dépendance chronique aux importations et une agriculture en déclin, la question n'est pas seulement de stabiliser la monnaie, mais de l'articuler à une stratégie de développement productif.

En effet, les instruments classiques de la Banque de la République d'Haïti (BRH) — hausse des taux directeurs, émission de bons BRH, relèvement des réserves obligatoires — ont eu pour effet

principal de drainer la liquidité et de réduire l'accès au crédit productif (BRH, 2020–2025). Cette logique défensive a accentué l'« intermédiation stérile » des banques commerciales, davantage incitées à placer leurs excédents en titres publics qu'à financer les petites et moyennes entreprises. Pourtant, ces dernières représentent plus de 80 % du tissu économique et constituent un maillon essentiel pour la sécurité alimentaire, l'emploi et la résilience locale.

Un repositionnement stratégique de la politique monétaire consisterait à transformer la stabilité nominale en instrument de soutien productif. Dans de nombreux pays en développement, les banques centrales associent le contrôle de l'inflation à des dispositifs ciblés de financement productif : lignes de crédit bonifiées pour l'agriculture, mécanismes de garantie pour les PME, ou encore refinancement sélectif de secteurs jugés stratégiques (FMI, 2023). Une telle orientation permettrait de réduire le décalage observé en Haïti entre les succès nominaux (ralentissement temporaire de l'inflation) et les échecs réels (pauvreté persistante, contraction du PIB).

La dimension productive implique également une vision territorialisée de la politique monétaire. L'agriculture, qui emploie près de 40 % de la population active, souffre autant d'un déficit de crédit que d'un manque d'infrastructures rurales (World Bank, 2024). La mise en place de mécanismes de financement spécifiques pour les zones agricoles, combinés à des investissements publics en irrigation et en routes rurales, renforcerait la productivité nationale et réduirait la dépendance aux importations alimentaires. Ce type de soutien, s'il était intégré dans la stratégie de la BRH, permettrait d'arrimer la stabilité monétaire à un projet de développement endogène.

Enfin, la revalorisation de la dimension productive répond à la logique du triangle d'incompatibilité (Providence, 2022). Dans sa configuration actuelle, la politique monétaire privilégie la stabilité au détriment du financement public et de la croissance. En l'absence de mécanismes stratégiques de soutien productif, la stabilisation nominale reste une victoire fragile, car elle ne génère pas de gains structurels pour l'économie réelle. La transformation de la politique monétaire en instrument de soutien stratégique permettrait de rééquilibrer ce triangle, en inscrivant la stabilité dans une trajectoire de développement durable.

La politique monétaire en Haïti doit passer d'une logique défensive, centrée sur la seule stabilité nominale, à une logique proactive de soutien productif stratégique. En orientant le crédit vers l'agriculture, les PME et les infrastructures, la BRH pourrait contribuer à réduire la dépendance externe et à consolider les bases d'un développement endogène. Cette réorientation est indispensable pour dépasser le cercle vicieux des arbitrages impossibles et donner à la stabilité monétaire une portée réellement transformative.

2.2. La dimension territoriale : corriger les inégalités spatiales

L'économie haïtienne est marquée par une forte disparité territoriale, qui limite l'efficacité de la politique monétaire et accentue les inégalités sociales. La concentration des activités économiques et financières dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince contraste avec la marginalisation des régions rurales et des villes secondaires, qui souffrent d'un manque criant d'infrastructures, de services bancaires et de mécanismes de financement productif. Dans ce contexte, toute politique monétaire uniforme tend à reproduire, voire à aggraver, ces déséquilibres territoriaux.

La centralisation financière en est une première illustration. Plus de 80 % des dépôts bancaires et des crédits sont concentrés dans la capitale et ses environs, alors que les zones rurales, qui abritent une grande partie de la population active agricole, restent quasi-exclues du système bancaire formel (World Bank, 2024). Cette situation empêche la circulation effective de la monnaie dans l'ensemble du territoire, réduisant la capacité de la politique monétaire à stimuler la production nationale. Ainsi, les instruments de la BRH — taux directeurs, réserves obligatoires, bons BRH — influencent surtout l'économie urbaine formelle, laissant de côté l'essentiel des dynamiques locales et rurales (BRH, 2020–2025).

Corriger ces inégalités suppose une territorialisation de la politique monétaire. Concrètement, cela pourrait passer par la mise en place de mécanismes de crédit différenciés, adaptés aux besoins des régions : par exemple, des lignes de financement spécifiques pour les zones agricoles, assorties de garanties publiques, ou des taux préférentiels pour les investissements dans les infrastructures locales. Une telle orientation permettrait de reconnecter la monnaie nationale avec les besoins de l'économie réelle dans ses dimensions territoriales.

De plus, la correction des inégalités spatiales implique une articulation entre politique monétaire et planification territoriale. Les régions les plus marginalisées, comme le Grand Sud ou le Nord-Ouest, cumulent pauvreté, isolement et vulnérabilités climatiques. Orienter des ressources monétaires et budgétaires vers ces zones reviendrait à renforcer leur résilience et à réduire la dépendance aux importations alimentaires et énergétiques (ICG, 2023). La monnaie deviendrait ainsi un instrument de rééquilibrage spatial, et non seulement de stabilisation nominale.

Cette approche s'inscrit dans la logique du triangle d'incompatibilité (Providence, 2022). Tant que la politique monétaire reste concentrée sur la stabilisation nominale au niveau macroéconomique, elle sacrifie le financement public et la relance productive, en particulier dans les territoires périphériques. À l'inverse, une politique monétaire territorialisée pourrait contribuer à briser ce cercle vicieux, en inscrivant la stabilité monétaire dans une dynamique de développement inclusif et spatialement équilibré.

La correction des inégalités spatiales constitue une condition indispensable pour transformer la politique monétaire en instrument de développement. En territorialisation ses interventions, la BRH pourrait dépasser le rôle défensif de stabilisation nominale et devenir un acteur du rééquilibrage régional. Cette orientation permettrait de reconnecter la monnaie avec les réalités productives et sociales de l'ensemble du pays, contribuant à réduire la fracture territoriale et à renforcer la légitimité de l'action publique.

2.3. Une articulation nécessaire entre production, territoire et finance

L'expérience haïtienne de 2020 à 2025 met en évidence la nécessité d'une articulation systématique entre production, territoire et finance, sans laquelle la politique monétaire demeure un instrument essentiellement défensif, déconnecté des dynamiques productives et sociales. L'économie haïtienne, marquée par une dépendance chronique aux importations, une informalité massive et une forte disparité territoriale, ne peut être stabilisée durablement que si la monnaie est conçue comme un levier d'intégration entre les logiques productives, les besoins territoriaux et les mécanismes financiers.

Premièrement, la dimension productive exige que la politique monétaire dépasse son rôle restrictif pour orienter le crédit vers des secteurs stratégiques tels que l'agriculture, l'industrie légère et les énergies renouvelables. Ces secteurs, capables de réduire la dépendance aux importations et de créer des emplois, doivent être soutenus par des mécanismes de financement spécifiques, tels que des lignes de crédit bonifiées ou des garanties publiques (BRH, 2023; 2024). Or, l'absence d'une telle orientation a conduit à un rationnement du crédit productif et à une logique d'« intermédiation stérile », où les ressources financières sont captées par des placements sûrs, mais improductifs.

Deuxièmement, la dimension territoriale souligne l'importance de corriger les inégalités spatiales dans l'accès au financement. La concentration du crédit et des dépôts bancaires dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince prive les régions rurales, pourtant cruciales pour la sécurité alimentaire et la résilience climatique, des ressources nécessaires à leur développement (World Bank, 2024). Une politique monétaire territorialisée, combinée à des programmes de développement régional, pourrait rééquilibrer ces disparités en orientant la liquidité vers des projets locaux productifs, contribuant ainsi à une meilleure intégration des espaces périphériques.

Troisièmement, la dimension financière implique de concevoir des instruments adaptés aux réalités d'une économie duale et informelle. Les outils classiques (taux directeurs, réserves obligatoires, bons BRH) ne parviennent pas à influencer la majorité des acteurs économiques qui opèrent en dehors des circuits formels. Le développement de mécanismes de microfinance, de coopératives de crédit et d'instruments hybrides tenant compte de la dollarisation partielle permettrait d'élargir le champ d'action de la BRH et de reconnecter la monnaie nationale avec les pratiques financières locales (FMI, 2023).

Cette articulation entre production, territoire et finance rejoint la logique du triangle d'incompatibilité (Providence, 2022). Tant que la politique monétaire reste centrée sur la seule stabilité nominale, elle sacrifie le financement public et la relance productive. À l'inverse, une politique intégrée, reliant soutien à la production, rééquilibrage territorial et innovation financière, pourrait ouvrir une voie de sortie du cercle vicieux des arbitrages impossibles. La monnaie, ainsi redéfinie, deviendrait un outil de coordination entre développement économique, justice territoriale et inclusion sociale.

L'avenir de la politique monétaire en Haïti dépend de sa capacité à articuler production, territoire et finance dans une stratégie cohérente. Cette articulation est la condition d'une politique monétaire de développement, capable non seulement de stabiliser la monnaie, mais aussi de renforcer les bases productives, de réduire les inégalités spatiales et de reconnecter les instruments financiers avec les réalités locales. Sans cette intégration, la politique monétaire restera enfermée dans une logique défensive, confirmant les arbitrages impossibles de l'État fragile.

L'intégration de la dimension productive et territoriale constitue une étape clé dans la refondation de la politique monétaire haïtienne. Sans elle, la BRH restera cantonnée à un rôle défensif, stabilisant les équilibres nominaux sans transformer les structures économiques et sociales. Avec elle, il devient possible de concevoir une politique monétaire qui, tout en préservant une stabilité minimale, soutient la production nationale, réduit les fractures régionales et contribue à une trajectoire de développement plus inclusive et résiliente.

3. Coordination plus forte avec la politique budgétaire

L'une des limites les plus marquantes de la politique monétaire conduite par la Banque de la République d'Haïti (BRH) entre 2020 et 2025 réside dans son isolement par rapport à la politique budgétaire. Alors que la stabilisation nominale était recherchée à travers des mesures restrictives — émissions de bons BRH, relèvements des réserves obligatoires, interventions de change —, la politique budgétaire a continué d'être marquée par une faible mobilisation fiscale, une dépendance aux financements extérieurs et une faible efficacité de la dépense publique. Cette dissociation a amplifié les contradictions et réduit la portée des mesures monétaires. Une refondation de la politique économique en Haïti suppose donc une coordination beaucoup plus forte entre politique monétaire et politique budgétaire, afin de créer des synergies plutôt que de reproduire des arbitrages défensifs.

3.1. Les incohérences de la période 2020–2025

L'analyse des politiques monétaires menées par la Banque de la République d'Haïti (BRH) entre 2020 et 2025 met en évidence une série d'incohérences structurelles qui traduisent l'absence d'une orientation claire et stable. Ces contradictions s'expliquent autant par les pressions externes (conditionnalités des bailleurs, chocs internationaux) que par les contraintes internes (instabilité politique, insécurité, faiblesse institutionnelle). Elles soulignent la difficulté de la BRH à concilier ses objectifs affichés de stabilité nominale avec les impératifs de financement public et de relance économique.

Première incohérence : le décalage entre les discours institutionnels et les pratiques effectives. Les Notes de politique monétaire mettent systématiquement en avant la stabilité des prix et la discipline monétaire comme priorités, conformément aux recommandations du FMI (BRH, 2020–2025). Pourtant, la BRH

a à plusieurs reprises accordé des avances au Trésor, notamment en 2020–2022, pour financer les dépenses publiques dans un contexte de crise sanitaire et sociale. Ce double langage a fragilisé la crédibilité de l'institution et alimenté la défiance des agents économiques.

Deuxième incohérence : l'oscillation entre restriction et assouplissement monétaire. Dans certaines phases, la BRH a adopté une politique restrictive pour contenir l'inflation et stabiliser la gourde, notamment par l'émission de bons BRH et l'augmentation des réserves obligatoires. Dans d'autres moments, face à l'urgence sociale, elle a assoupli ses interventions afin de soutenir la liquidité bancaire et le financement public (FMI, 2023). Cette alternance de stratégies défensives et de concessions conjoncturelles a brouillé la lisibilité de la politique monétaire, rendant difficile l'ancrage des anticipations.

Troisième incohérence : l'écart entre acquis nominaux et résultats réels. Alors que la BRH a pu afficher des succès ponctuels en matière de stabilisation du taux de change et de ralentissement de l'inflation, l'économie réelle est restée en récession, marquée par la pauvreté croissante, la désorganisation des circuits productifs et l'exode massif de la population active (ICG, 2023). Ce contraste illustre l'incapacité des mesures nominales à se traduire en améliorations concrètes pour la société.

Enfin, une incohérence plus profonde tient à la soumission simultanée à deux logiques contradictoires : répondre aux exigences de crédibilité externe imposées par les bailleurs, tout en prétendant satisfaire les besoins sociaux internes. En réalité, la priorité donnée aux bailleurs a souvent impliqué des choix contraires aux attentes de la population, compromettant la légitimité interne de la politique économique (Providence, 2015).

Les incohérences de la période 2020–2025 révèlent une politique monétaire prise dans une logique de contradictions permanentes : entre discours et pratiques, entre rigueur et assouplissement, entre stabilité nominale et déclin productif. Ces tensions confirment que, dans un État fragile, la politique monétaire ne peut atteindre une cohérence stratégique sans une redéfinition de ses objectifs et de ses instruments, articulée aux besoins productifs et sociaux du pays.

3.2. Le besoin d’une articulation stratégique

L’examen des contradictions de la politique monétaire haïtienne sur la période 2020–2025 met en évidence l’urgence d’une articulation stratégique entre les différents volets de l’action publique : stabilité monétaire, financement budgétaire et relance économique. L’absence d’une telle cohérence a conduit à une succession d’arbitrages défensifs et à une oscillation entre mesures restrictives et concessions conjoncturelles, sans qu’émerge une vision d’ensemble capable de transformer la monnaie en véritable instrument de développement.

Cette articulation stratégique suppose, en premier lieu, une redéfinition des objectifs de la BRH. Alors que la banque centrale a principalement privilégié la stabilité nominale, il devient indispensable de relier cette stabilité à une finalité productive et sociale. Dans un État fragile, la défense de la monnaie ne peut être pensée isolément : elle doit s’intégrer à une stratégie de financement de l’État et de soutien à la croissance, faute de quoi elle se réduit à une stabilisation éphémère, incapable de modifier les conditions structurelles de l’économie (Providence, 2025).

Deuxièmement, cette articulation doit reposer sur une coordination renforcée avec la politique budgétaire. L’interdiction du financement monétaire, exigée par le FMI à partir de 2023, a renforcé la discipline budgétaire, mais a aussi limité la capacité de

l'État à investir dans les infrastructures et les services sociaux (FMI, 2024). Dans un tel contexte, il ne s'agit pas de revenir à un financement inflationniste, mais de concevoir des mécanismes mixtes — crédits ciblés, fonds de garantie, partenariats régionaux — qui permettent d'allier stabilité et soutien au développement. L'absence de cette coordination explique en grande partie la contraction persistante de l'économie réelle.

Troisièmement, l'articulation stratégique requiert une prise en compte des dimensions territoriales et sociales. La centralisation des ressources financières dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince et l'exclusion des territoires périphériques ont accentué les inégalités spatiales et réduit l'efficacité globale des politiques monétaires (World Bank, 2024). Une stratégie intégrée devrait orienter la liquidité et le crédit vers des secteurs et des régions stratégiques, contribuant ainsi à réduire les disparités territoriales et à renforcer la cohésion sociale.

Enfin, cette articulation répond directement à la logique du triangle d'incompatibilité (Providence, 2022). En l'absence de coordination, les trois pôles — stabilité monétaire, financement public et développement — apparaissent comme mutuellement exclusifs. En revanche, une articulation stratégique, fondée sur l'innovation institutionnelle et la coopération régionale, pourrait transformer ces contraintes en leviers de compromis, permettant d'atténuer les arbitrages impossibles et d'ouvrir la voie à une politique monétaire de développement.

Le besoin d'une articulation stratégique constitue la leçon centrale de la période 2020–2025. Sans coordination entre les objectifs de stabilité, de financement et de croissance, la politique monétaire demeure piégée dans une logique défensive et incohérente. La mise en place d'une stratégie intégrée, associant BRH, politique budgétaire et planification territoriale, est une condition

indispensable pour dépasser les contradictions actuelles et inscrire la monnaie dans une dynamique de développement endogène.

3.3. Réformes institutionnelles pour une coordination renforcée

L'une des principales leçons de la période 2020–2025 est que l'efficacité de la politique monétaire en Haïti dépend moins de la technicité de ses instruments que de l'existence d'un cadre institutionnel apte à assurer la coordination entre les différentes politiques publiques. La fragmentation actuelle, où la Banque de la République d'Haïti (BRH), le ministère de l'Économie et des Finances (MEF) et les autres organes de l'État agissent de manière cloisonnée et parfois contradictoire, limite la portée de toute réforme monétaire. Une politique monétaire de développement ne peut émerger que si des réformes institutionnelles profondes viennent renforcer la cohérence des décisions et leur légitimité.

Premièrement, il est nécessaire d'instaurer des mécanismes permanents de concertation entre la BRH, le MEF et les ministères sectoriels (agriculture, infrastructures, énergie). Une telle instance permettrait de lier les objectifs de stabilité monétaire aux priorités budgétaires et productives. Dans plusieurs pays en développement, des comités mixtes de politique économique ont été mis en place afin de réduire les incohérences entre discipline monétaire et besoins de financement de l'État (FMI, 2023). En Haïti, la création d'un tel cadre contribuerait à éviter les oscillations observées entre rigueur et assouplissement, qui minent la crédibilité de la politique économique.

Deuxièmement, la réforme doit viser à renforcer la transparence et la redevabilité de la BRH. Les Notes de politique monétaire publiées chaque trimestre depuis 2018 représentent un progrès en matière de communication institutionnelle (BRH, 2020–2025). Toutefois, ces documents restent essentiellement techniques et

peu accessibles aux acteurs économiques et sociaux. Une meilleure diffusion et vulgarisation des objectifs, ainsi qu'un dialogue régulier avec les organisations patronales, syndicales et territoriales, favoriseraient l'appropriation collective de la politique monétaire et contribueraient à restaurer la confiance.

Troisièmement, il est indispensable de renforcer la capacité de planification et de prévision au sein de l'État. L'absence de données fiables et d'outils de modélisation intégrée empêche la BRH et le MEF de concevoir des politiques cohérentes et prospectives (World Bank, 2024). Une réforme institutionnelle ambitieuse devrait inclure la création d'un Observatoire macro-financier et territorial, capable de croiser les dynamiques monétaires, budgétaires et productives, et d'éclairer les arbitrages dans une perspective de long terme.

Enfin, ces réformes institutionnelles doivent s'inscrire dans une logique de renforcement de la légitimité interne. Comme l'a montré la théorie de l'incompatibilité des choix publics (Providence, 2022), l'arbitrage permanent entre stabilité, financement et relance ne peut être dépassé que si les décisions économiques s'appuient sur des institutions légitimes et capables d'impliquer la société dans la définition des priorités. Sans ce socle institutionnel, la politique monétaire restera enfermée dans une logique défensive, dictée par les bailleurs et déconnectée des besoins internes.

La mise en place de réformes institutionnelles visant une coordination renforcée est une condition *sine qua non* pour transformer la politique monétaire en instrument de développement. En favorisant la concertation entre la BRH, le MEF et les acteurs sectoriels, en renforçant la transparence et en consolidant les capacités de prévision, Haïti pourrait sortir du cycle des arbitrages impossibles. Ces réformes constitueraient un

premier pas vers une politique économique intégrée, capable de concilier stabilité, financement public et développement productif.

3.4. De la discipline imposée à la cohérence assumée

La trajectoire de la politique monétaire haïtienne entre 2020 et 2025 illustre le passage d'une logique de discipline imposée, dictée en grande partie par les bailleurs internationaux, à la nécessité d'une cohérence assumée, fondée sur un ancrage institutionnel interne et sur une appropriation nationale des choix économiques. Cette transformation apparaît indispensable pour sortir du cercle vicieux des arbitrages impossibles et donner à la monnaie une fonction constructive dans la stratégie de développement.

La discipline imposée s'est matérialisée par l'adoption du principe de « financement monétaire nul », exigé par le FMI et entériné par la BRH à partir de 2023 (FMI, 2024). Cette mesure, qui visait à rassurer les partenaires internationaux et à stabiliser la gourde, a renforcé la crédibilité externe du pays. Toutefois, elle a également privé l'État de marges budgétaires essentielles, accentuant la récession et fragilisant les services sociaux (World Bank, 2024). En pratique, cette discipline a été perçue comme une contrainte extérieure plutôt que comme un choix souverain, alimentant la défiance sociale et politique.

Pour dépasser cette logique défensive, il est nécessaire de passer à une cohérence assumée, c'est-à-dire une articulation volontaire et endogène entre politique monétaire, politique budgétaire et stratégie de développement productif. Une telle cohérence suppose que la stabilité monétaire ne soit plus conçue comme une fin en soi, mais comme une condition nécessaire à l'investissement, à l'inclusion financière et au rééquilibrage territorial. Ce repositionnement transformerait la discipline en

instrument d'une vision plus large, centrée sur le renforcement de la souveraineté économique.

Ce passage de la discipline imposée à la cohérence assumée requiert des réformes institutionnelles profondes, telles que la création de mécanismes de concertation entre la BRH, le MEF et les ministères sectoriels, ainsi qu'une meilleure intégration des dimensions territoriales et sociales dans la définition des priorités économiques (ICG, 2023). Il s'agit de déplacer le centre de gravité de la décision économique : d'une contrainte externe imposée par les bailleurs vers une stratégie de développement portée par les institutions nationales et légitimée par la société.

Cette orientation rejoint la perspective du triangle d'incompatibilité (Providence, 2022). Tant que la discipline reste imposée de l'extérieur, elle accentue le paradoxe entre crédibilité externe et légitimité interne. En revanche, lorsqu'elle est assumée dans le cadre d'une cohérence stratégique nationale, elle peut devenir un levier pour réduire les arbitrages impossibles en liant stabilité, financement et développement. Autrement dit, seule une discipline internalisée et articulée à une vision de long terme peut transformer la politique monétaire en un vecteur de développement inclusif.

La période 2020–2025 montre que la discipline imposée par les bailleurs, bien qu'efficace sur le plan nominal, a fragilisé la légitimité interne et accentué la récession. L'avenir de la politique monétaire en Haïti dépendra de sa capacité à évoluer vers une cohérence assumée, où la stabilité nominale ne sera plus une contrainte extérieure, mais un choix stratégique intégré à un projet national de développement et de justice territoriale.

La coordination entre politique monétaire et politique budgétaire apparaît comme une condition indispensable pour sortir Haïti du cercle vicieux des incompatibilités. Sans elle, la BRH restera

condamnée à stabiliser nominalement la monnaie tandis que l'État poursuivra des dépenses désordonnées et insuffisantes. Avec elle, il devient possible de concevoir une stratégie intégrée où stabilité, financement public et développement productif cessent d'être perçus comme incompatibles et peuvent, à travers des arbitrages clairs et assumés, être réinscrits dans une trajectoire commune.

Conclusion du Chapitre 11

L'exploration des scénarios alternatifs pour la Banque de la République d'Haïti (BRH) confirme que la politique monétaire ne peut plus se contenter d'une logique strictement défensive centrée sur la stabilité nominale et la crédibilité externe. L'expérience de 2020–2025 a montré avec force les limites de cette approche : stabilisation ponctuelle du taux de change ou ralentissement de l'inflation obtenue au prix d'une contraction durable du crédit, d'une asphyxie de l'économie réelle et d'un approfondissement de la pauvreté. Dans un contexte d'État fragile, où les ressources fiscales sont faibles et l'économie largement informelle, la répétition de ces arbitrages impossibles illustre la pertinence de la théorie de l'incompatibilité des choix publics (Providence, 2022).

Ce chapitre a mis en évidence plusieurs pistes pour dépasser ces contradictions structurelles. D'abord, l'adaptation des instruments aux réalités de l'informalité et du dualisme monétaire apparaît comme une condition essentielle pour redonner efficacité aux mécanismes de transmission. Ensuite, l'intégration explicite de la dimension productive et territoriale permettrait de transformer la politique monétaire en levier de soutien aux secteurs stratégiques et en outil de réduction des inégalités régionales. Par ailleurs, une coordination renforcée avec la politique budgétaire est indispensable pour sortir de l'isolement institutionnel de la BRH et créer des synergies entre stabilisation macroéconomique et

investissement public. Enfin, la transformation de la gouvernance monétaire dans un sens plus inclusif, transparent et participatif pourrait contribuer à réconcilier la crédibilité externe de la banque centrale avec une légitimité interne aujourd'hui fortement compromise.

L'ensemble de ces scénarios montre que la refondation de la politique monétaire ne passe pas par un abandon de l'exigence de stabilité, mais par une réinterprétation de celle-ci. La stabilité ne doit plus être conçue comme une fin en soi, obtenue par des instruments restrictifs qui paralysent l'économie, mais comme un moyen au service d'objectifs plus larges : stimuler la production nationale, renforcer la résilience territoriale, réduire la dépendance externe et améliorer les conditions de vie de la population. En d'autres termes, il s'agit de passer d'une stabilité défensive à une stabilité constructive, intégrée dans une trajectoire de développement.

En conclusion, les scénarios alternatifs proposés n'offrent pas de solutions miracles, mais ils dessinent un horizon de réformes possibles et nécessaires. Ils indiquent que la politique monétaire haïtienne peut être réorientée vers une finalité plus inclusive et plus productive, à condition de dépasser la dépendance exclusive aux cadres imposés par le FMI et d'inscrire l'action de la BRH dans une logique nationale, articulée aux besoins sociaux et territoriaux. Cette perspective ouvre la voie au chapitre suivant, qui approfondira les principes d'une politique monétaire ajustée et inclusive, capable de concilier, au moins partiellement, les exigences de stabilité, de financement public et de développement.

Travaux cités

BRH. (2020–2025). *Notes sur la politique monétaire*. Port-au-Prince: Banque de la République d’Haïti.

BRH. (2023). *Note sur la politique monétaire*. Port-au-Prince: Banque de la République d'Haïti.

BRH. (2024). *Note sur la politique monétaire*. Port-au-Prince: Banque de la République d’Haïti.

FMI. (2023). *Haiti: Staff Report for the 2023 Article IV Consultation*. Washington, DC: International Monetary Fund.

FMI. (2024). *Haiti: Staff Report for the 2024 Article IV Consultation and Program Engagement*. Washington, DC: International Monetary Fund.

Gupta, S., Last, D. P., Adenauer, I., Fletcher, K., Schwartz, G., Tareq, S., & Allen, R. I. (2007). *Fiscal Management of Scaled-Up Aid*. Washington, DC: International Monetary Fund.

ICG. (2023). *Haiti: A Path to Stability*. Brussels: International Crisis Group.

Ocampo, J. A. (2017). *Resetting the International Monetary (Non)System*. Oxford: Oxford University Press.

Providence, C. (2015). *Le système aide-projet mondial et la problématique du développement en Haïti : Quelles*

externalités locales ? Schoelcher: Université des Antilles
- Thèse de doctorat.

Providence, C. (2022). *Les paradoxes du changement en Haïti : Politiques publiques et développement territorial*. Pointe-à-Pitre: Presses Universitaires des Antilles.

Providence, C. (2025). *L'économie solidaire en Haïti : Femmes, territoires et initiatives populaires*. Québec: Éditions Sciences et Bien Commun.

World Bank. (2023). *Haiti Economic Update: Building Resilience Amid Fragility*. Washington, DC: World Bank Group.

World Bank. (2024). *Haiti Economic Update: Building Resilience Amid Fragility*. Washington, DC: World Bank Group.